

FAITS SAILLANTS

- Le taux de malnutrition aiguë sévère est toujours au-dessus du seuil d'urgence
- 716 écoles étaient fermées dans le nord et le centre du pays en octobre
- Le nombre de civils victimes d'engins explosifs a plus que doublé comparativement à 2017
- Plus de 70 700 personnes sont victimes des inondations
- Un dollar sur deux recherchés est mobilisé à travers le plan de réponse humanitaire

CHIFFRES CLES

de pers. ciblées par les acteurs humanitaires 2018 **2 900 000**

de pers. déplacées internes (Gouvernement septembre 2018) **77 046**

de réfugiés maliens au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger (HCR 31 octobre 2018) **139 978**

pers. retournées (Direction nationale du développement social 31 juillet 2018) **526 505**

FINANCEMENTS

330 millions
Fonds requis (USD) 2018

50%
Taux de financement



Crédit : OCHA

Au sommaire

- Sécurité alimentaire P.1
- Malnutrition P.2
- Education P.3
- Insécurité et accès P.4
- Inondations P.6

Insécurité alimentaire persistante malgré une campagne agricole globalement satisfaisante

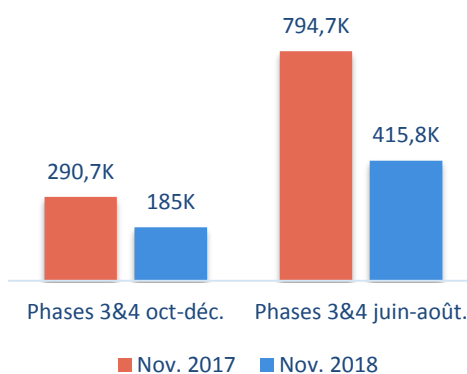
Baisse de la population en insécurité alimentaire par rapport à 2017

Durant la période allant d'octobre à décembre 2018, environ 2,5 millions de personnes sont considérées comme étant dans le besoin en termes de sécurité alimentaire selon les résultats du cadre harmonisé (CH) de novembre 2018. Parmi elles, plus 185 000 sont en situation de « crise » ou « urgence » (phases 3 et 4 selon la nomenclature du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire pour les pays du CILSS) et 2,3 millions de personnes « sous pression » (en phase 2) dans l'ensemble du pays.

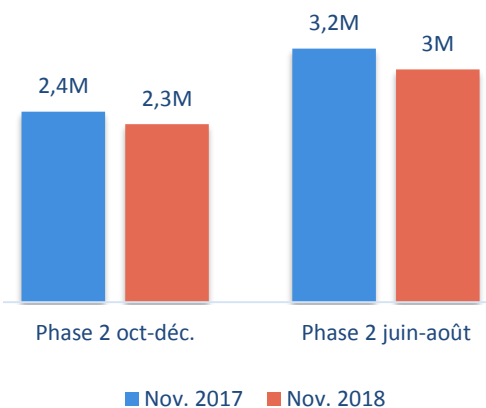
Pour la période projetée de juin à août 2019, correspondant à la période de soudure, près de 416 000 personnes seront en phase de crise et d'urgence et 3 millions de personnes sous pression pourraient basculer dans l'insécurité alimentaire au moindre choc si des actions préventives ne sont pas prises à temps. La baisse du nombre de personnes en insécurité alimentaire par rapport aux estimations du cadre harmonisé de novembre 2017 pourrait être principalement justifiée par la production agricole (2018-2019) jugée bonne à moyenne.

La région de Mopti, avec environ 124 000 personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire immédiate, enregistre près de 67 pour cent des personnes actuellement en situation de crise ou d'urgence.

Estimation des personnes en phases 3&4 (CH nov. 2017 vs CH nov. 2018)
K=1000 personnes



Estimation des personnes en phase 2 (CH nov. 2017 vs CH nov. 2018)
M=1 000 000 personnes



La production agricole est en hausse de 34 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années

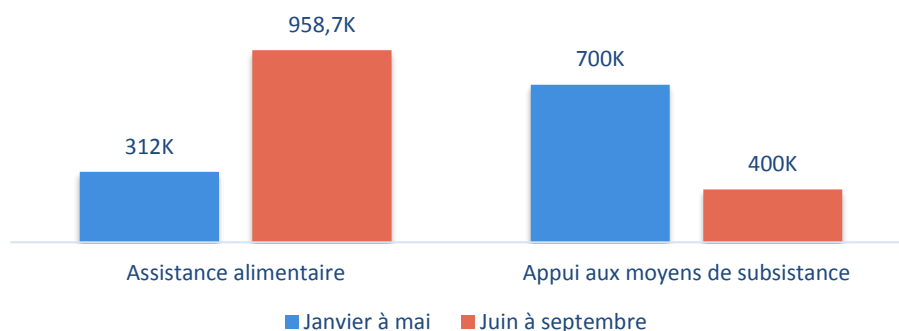
Les résultats provisoires de l'Enquête Agricole de Conjoncture, effectuée par le gouvernement en octobre, révèlent une production de 10,4 millions de tonnes soit une augmentation de 12 pour cent par rapport à l'année dernière et de 34 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale.

Cependant, l'insécurité liée aux conflits, les inondations et la mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace ont entraîné des poches de déficit de production dans certaines parties des régions de Tombouctou, Gao et Mopti selon les analyses du cadre harmonisé de novembre 2018. La même source indique que les pâturages et les conditions d'abreuvement du bétail se présentent dans des conditions favorables dans l'ensemble du pays en dépit de l'existence d'endroits avec de légers déficits de biomasse dans le delta intérieur et dans la boucle du Niger. Les productions animales sont bonnes à moyennes mais l'accès à certaines zones de pâturage des régions de Ménaka, Mopti et du nord de Ségou reste limité par l'insécurité.

Plus d'un million de personnes assistées dans le secteur de la sécurité alimentaire

Cette année, la population en insécurité alimentaire était estimée, à 4,3 millions de personnes selon le Plan de Réponse Humanitaire (PRH) révisé en juillet 2018. Parmi elles, 1,4 million de personnes sont ciblées par les membres du cluster Sécurité Alimentaire. En appui aux actions du gouvernement, les membres du cluster Sécurité Alimentaire ont assisté plus d'un million de personnes vulnérables, en vivres, en transferts monétaires et en moyens de subsistance depuis le début de l'année et ce, particulièrement dans les régions du centre et du nord du pays.

Nombre de personnes assistées de janvier à septembre 2018
K=1000 personnes



D'octobre à décembre 2018, quelque 131 000 personnes sont ciblées par les partenaires humanitaires pour l'assistance alimentaire et 280 000 autres pour l'appui aux moyens d'existence.

Les taux de malnutrition aiguë restent élevés dans les zones de conflits

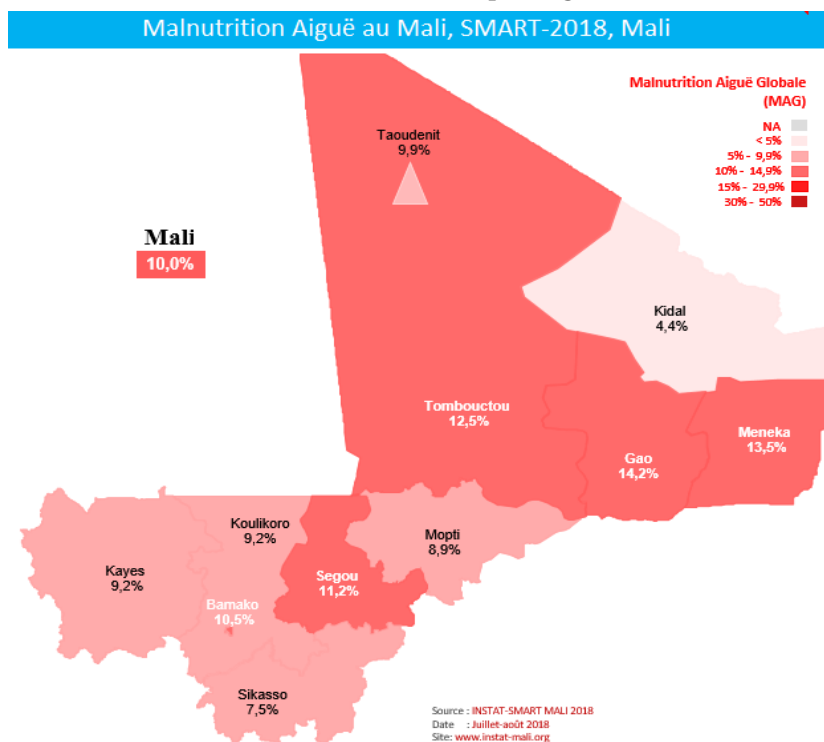
La prévalence nationale de la malnutrition aiguë globale (MAG) est de 10 pour cent tandis que celle de la malnutrition aiguë sévère (MAS) est de 2 pour cent selon les résultats de l'enquête nutritionnelle SMART conduite en 2018. Ces taux restent élevés malgré une baisse par rapport à 2017 où le taux de la MAS était de 2,4 pour cent et celui de la MAG de 10,1 pour cent.

Seuils d'urgence de la malnutrition selon l'OMS

Malnutrition	Seuil d'urgence
MAG	≥ 15%
MAS	≥ 2%

Au total, quatre régions (Tombouctou, Gao, Ménaka, Ségou) sur les dix que compte le pays et le district de Bamako présentent des taux de MAG supérieurs au seuil d'alerte de 10 pour cent.

Par ailleurs, les régions de Gao et de Ménaka enregistrent des taux de MAG proches du seuil d'urgence avec respectivement des taux de 14,2 pour cent et de 13,5 pour cent. La carte ci-dessous montre les taux de MAG par région.



Les taux de MAS les plus élevés sont enregistrés dans les régions affectées par les conflits au nord et au centre du pays. Dans ces zones, près de 17 pour cent des structures sanitaires ne sont pas fonctionnelles et l'accès aux vivres, à l'eau potable et à l'éducation reste limité. Cette situation ne facilite pas la prise en charge des enfants et la conduite d'activités communautaires pour la prévention de la malnutrition aiguë sous toutes ses formes. Toutefois, les membres du cluster nutrition, en appui aux structures sanitaires, mènent des interventions d'urgence pour le traitement et la prévention de la malnutrition. Cette année, ils ciblent 274 000 enfants de moins de cinq ans touchés par la MAS. Au 11 novembre, quelque 105 656 enfants ont été admis et traités.

39 pour cent des écoles fermées sont dans les communes affectées par les conflits

Les membres du cluster Education ont organisé 117 dialogues communautaires en faveur de la réouverture des écoles dans une vingtaine de communes entre juillet et septembre 2018.

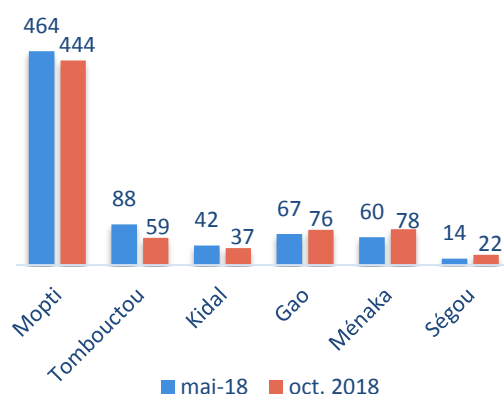
Lors de la rentrée scolaire, en octobre, 716 écoles - dont 62 pour cent pour la seule région de Mopti- étaient fermées dans le nord et le centre du pays selon le cluster Education. Ces établissements représentent 15 pour cent des écoles des régions affectées et 39 pour cent des écoles des communes touchées par les conflits.



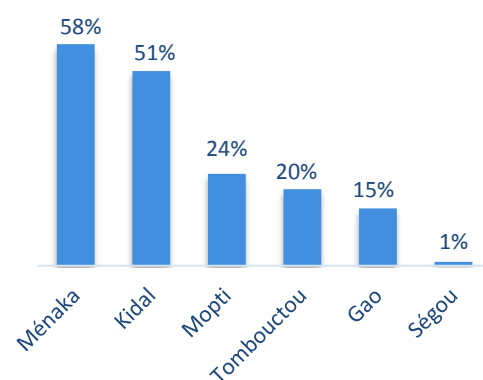
Baye, Bankass, Mopti, 9 novembre 2018 : Des hommes armés ont expulsé les enseignants et les élèves de cette école et y ont mis le feu. Ils auraient interdit la reprise des cours dans cette école. (Source locale)

A l'ouverture des classes, en octobre, les écoles fermées avaient globalement connu une baisse de trois pour cent. Au niveau régional, le nombre d'écoles fermées a diminué à Mopti, Tombouctou et Kidal mais a augmenté à Gao, Ménaka et Ségou. Les autorités maliennes, appuyées par les partenaires humanitaires, poursuivent les actions pour la réouverture progressive des écoles et le retour des enseignants dans le nord et le centre du pays.

Situation des écoles fermées en mai 2018 vs en octobre 2018



% des écoles fermées par région en octobre 2018



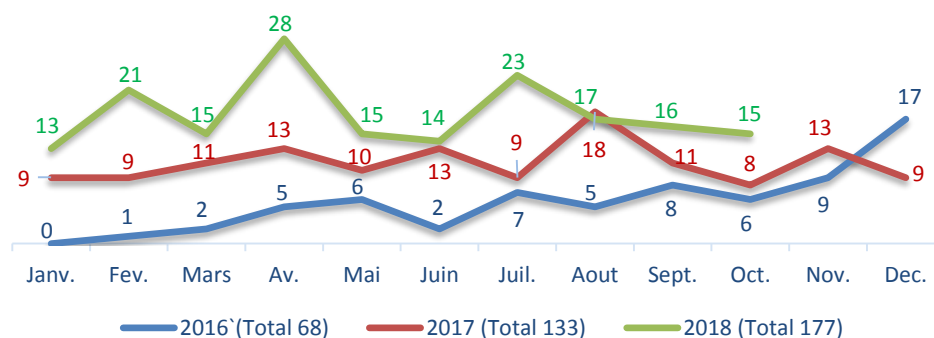
Plus de 210 000 enfants sont affectés par la fermeture des écoles selon les estimations¹ faites par le cluster Education.

Pour soutenir les écoles fonctionnelles, les acteurs humanitaires appuient les autorités éducatives à travers, entre autres, la construction et la réhabilitation de salles de classe, de latrines et de forages ; la formation des enseignants ainsi que la distribution des kits scolaires et pédagogiques¹. Dans les six régions affectées, le PAM couvre 546 écoles accueillant près de 120 000 enfants. L'augmentation des cantines scolaires aidera à maintenir les enfants à l'école dans les zones sécurisées tout en contribuant à leur stabilité nutritionnelle.

177 incidents sécuritaires ont affecté les humanitaires depuis janvier

Du 1^{er} janvier au 30 octobre 2018, 177 incidents sécuritaires affectant les acteurs humanitaires ont été enregistrés au Mali, soit une moyenne mensuelle de près de 18 incidents cette année, contre 11,5 en 2017 et 3,5 en 2016.

Incidents sécuritaires affectant les humanitaires de 2016 à 2018



¹ Les partenaires du Cluster Education sont impliqués dans la réponse aux besoins éducatifs dans les régions affectées : 84 salles de classes et 19 points d'eau ont été réhabilités et plus de 600 acteurs locaux ont bénéficié de formation.

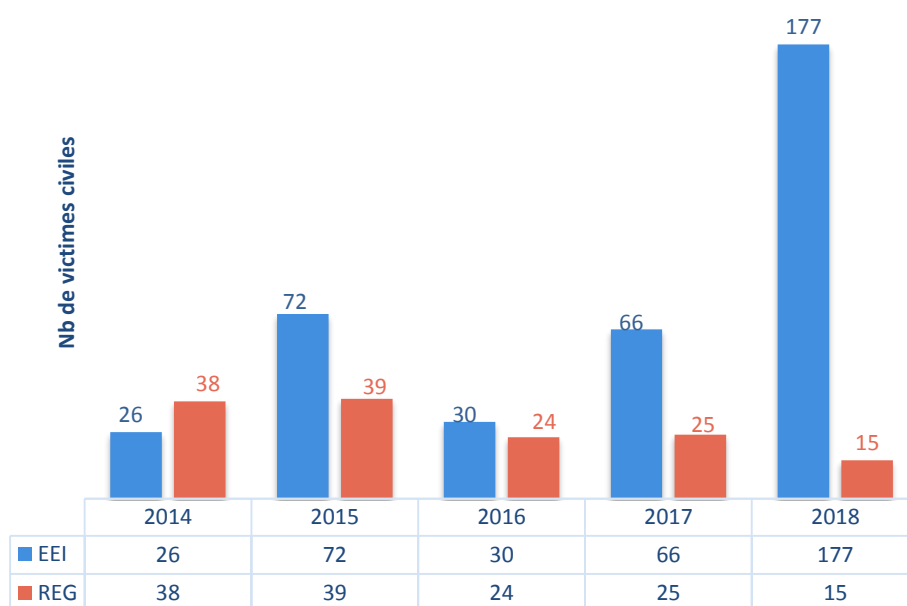
Au regard de l'insécurité à Ménaka, les ONG ont lancé un appel à tous les leaders et les décideurs pour qu'une solution soit rapidement trouvée pour un environnement de travail plus apaisé et moins risqué pour tous.

L'analyse des incidents montre que les acteurs humanitaires sont affectés par les actes opportunistes de violence liés au banditisme. Les régions de Mopti et de Ménaka sont les plus touchées.

Dans ce contexte, sept ONG (ACTED, IEDA Relief, IRC, MDM, Mercy Corps, NCA, NRC) intervenant à Ménaka ont publié, le 29 octobre, un communiqué de presse dans lequel, elles dénonçaient la persistance de l'insécurité affectant autant les populations que leurs agents dans la ville de Ménaka. Ces ONG estiment que Ménaka est l'une des villes les plus dangereuses du Mali. Si les ONG intervenant à Ménaka devaient suspendre leurs activités pour des raisons sécuritaires, l'assistance humanitaire destinée à 28 000 personnes (*chiffre de l'aperçu des besoins humanitaires*) dans le besoin pourrait être compromise.

Le nombre de civils victimes d'engins explosifs a atteint un niveau sans précédent en 2018

La pose d'engins explosifs sur les routes principales expose de plus en plus les civils à des risques sécuritaires. Entre janvier et octobre 2018, 192 civils ont été tués ou blessés par des engins explosifs, soit plus du double des victimes enregistrées en 2017 (91 victimes).



Légende

EEI: engins explosifs improvisés
REG: restes explosifs de guerre

Les données capturées dans ce tableau excluent le personnel civil et contractuel des Nations Unies. Source : ONU, oct. 2018

Depuis mi-2017, les incidents liés aux engins explosifs ont considérablement augmenté et plus particulièrement dans les régions du centre. Au total, 43 pour cent des incidents enregistrés en 2018 ont eu lieu dans les régions de Mopti et Ségou, contre 22 pour cent en 2017.

Au-delà de la détérioration de la situation sécuritaire, cette menace restreint l'accès des travailleurs humanitaires aux populations vulnérables et l'accès de ces dernières aux services sociaux de base -tels que l'éducation et les soins de santé- ainsi qu'aux moyens de subsistance. Dans ce contexte, les acteurs de la lutte antimines interviennent auprès de la population civile à travers l'éducation aux risques liés aux engins explosifs et l'assistance aux victimes.

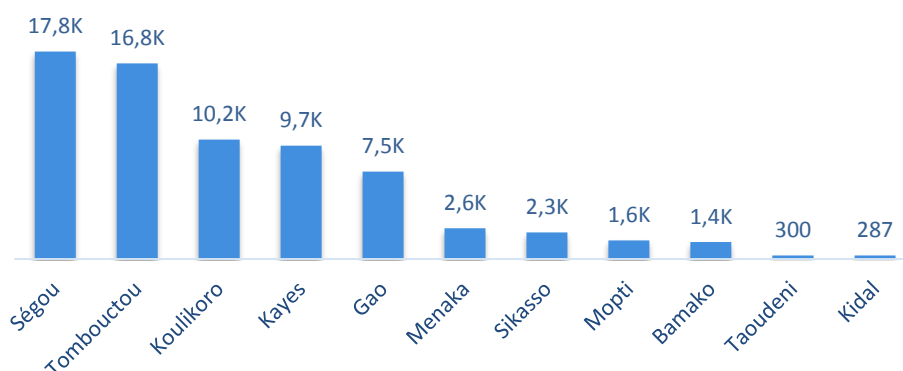
Inondations : plus de 70 700 sinistrés à l'issue de la révision des chiffres

Les importantes quantités de pluies et la crue des fleuves (Niger et Sénégal) entre juin et octobre ont entraîné des inondations dans toutes les régions du pays. Ségou, Tombouctou, Koulikoro et Kayes sont les plus touchées.

Au 10 octobre, le nombre de personnes sinistrées par les inondations était estimé à plus de 70 700² selon la Direction Générale de la Protection Civile.

Les ménages agro-pastoraux qui ont perdu leurs champs et/ou bétails, leurs principales sources de revenus, risquent de voir leur situation de vulnérabilité perdurer.

Répartition de la population sinistrée par région
K=1 000 personnes



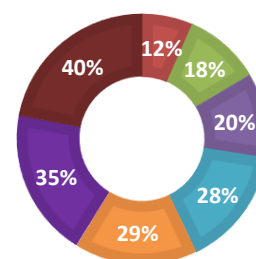
Par ailleurs, les inondations ont fait 41 blessés, 14 morts et endommagé 5 262 maisons. Elles ont causé la perte de 62 tonnes de vivres, 253 têtes de bétail, 1 554 hectares de champs emblavés, 148 puits et 889 latrines. En 2017, les inondations avaient affecté 11 300 personnes. Le Gouvernement du Mali et les partenaires humanitaires ont assisté les personnes affectées en vivres, abris et biens non-alimentaires, soins de santé, matériels de purification de l'eau et kits d'hygiène.

50 pour cent des financements mobilisés

Au 15 novembre, le Plan de réponse humanitaire (PRH) du Mali révisé était financé à hauteur de 50 pour cent, soit 166 millions mobilisés sur une requête de 330 millions de dollars selon le service de suivi financier (FTS). En outre, 72 millions de dollars ont été alloués à des projets humanitaires pour le Mali ne faisant pas partie du PRH. L'année dernière à la même période, le PRH était financé à 38 pour cent, soit 117 millions mobilisés sur un appel de 304 millions de dollars.

Les financements reçus incluent plus de 65 millions de dollars pas encore affectés à des secteurs. Le service de suivi financier (fts) n'a pas enregistré de financement pour le secteur des abris et biens non alimentaires. L'état actuel des financements par secteur présenté ci-contre.

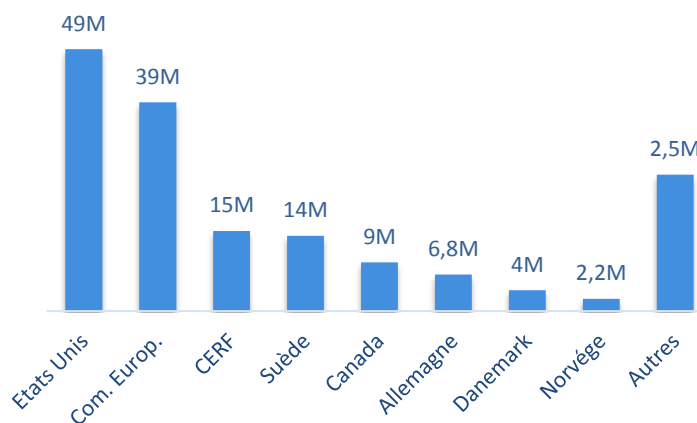
■ Protection
■ Education
■ Secal
■ Nutrition
■ EHA
■ Coordination
■ Santé



² Ce chiffre représente une forte baisse par rapport aux estimations initiales de mi-septembre qui annonçaient plus de 137 000 sinistrés.

Au total, 32 donateurs ont déjà contribué au financement des projets humanitaires inclus dans le plan de réponse soit 7 de plus qu'en 2017. Ces donateurs sont composés de gouvernements, d'agences du système des Nations Unies, du secteur privé, de fondations, d'associations et d'individus. [Cliquez ici pour accéder à la liste des donateurs.](#)

Financement en millions de \$



Alors que le nombre de personnes déplacées internes augmente de dans les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Ménaka, les partenaires du Mécanisme de Réponse Rapide peinent à répondre aux besoins humanitaires déjà identifiés en raison d'un épuisement des capacités financières. Cette situation alarmante accroît la vulnérabilité des personnes forcées de fuir, laissant tout derrière elles à cause de l'insécurité.

En 2016, les partenaires humanitaires ont mis en place un mécanisme de réponse rapide (RRM) permettant d'apporter une réponse d'urgence à des crises émergentes entraînant des mouvements de population. Les activités du RRM sont actuellement freinées faute de financement depuis septembre 2018. Ce manque de financement affecte 30 000 personnes déplacées en attente d'assistance. Environ, 1,5 million de dollars sont requis pour la poursuite des interventions de réponse d'urgence du RRM pour les six prochains mois. De janvier à octobre, plus de 85 000 personnes ont été assistées à travers le RRM. Les ONG NRC, ACF, Solidarités, CRS, IRC et DCA participent à ce mécanisme.

En bref

Célébration de la Journée des Nations Unies

Le système des Nations Unies au Mali a célébré le 24 octobre, la Journée des Nations Unies, date marquant l'anniversaire de l'entrée en vigueur, en 1945, de la Charte des Nations Unies. Dans ce cadre, une rencontre entre les chefs d'agences et la presse a été organisée pour échanger sur l'état d'avancement des Objectifs de développement durable au Mali. OCHA a rappelé durant les échanges que les objectifs stratégiques du PRH constituent la contribution des agences humanitaires des Nations unies et de leurs partenaires à l'atteinte de



Bamako, 24 octobre 2018 : Mme Mbaranga Gasarabwe, Représentante spéciale adjointe des Nations Unies, Coordinatrice humanitaire et Coordinatrice résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement prononçant son allocution à la cérémonie officielle de la célébration de la journée des Nations Unies. Crédit : OIM

ces objectifs et plus particulièrement ceux en rapport avec l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et la protection des civils.

De plus, un « village des Nations Unies » a été monté au Palais de la Culture de Bamako. Les Nations Unies et leurs partenaires y avaient installé des stands pour présenter leurs actions et mandats au public. La cérémonie officielle a été ponctuée de discours officiels et de prestations artistiques.

Evolution du processus de planification humanitaire de 2019

Cette année, pour la première fois, des ateliers régionaux d'analyse des besoins humanitaires pour 2019 ont été organisés en début septembre dans les régions. Les participants à ces ateliers ont identifié et analysé les chocs majeurs qui affectent les populations à savoir : les attaques armées, les inondations et la sécheresse.

Ce travail fait au niveau régional a été consolidé lors d'un atelier

qui s'est tenu à Bamako en fin septembre sur la planification humanitaire pour 2019. Au titre des innovations intégrées dans le plan de réponse figure la possibilité pour les organisations humanitaires de soumettre des projets multi-cluster et multi-agences. L'enregistrement des projets en ligne permettra de localiser leurs zones d'exécution et de générer automatiquement la carte " qui fait quoi et où". En outre, il sera désormais possible de connaître le niveau de financement spécifique à une région. Tous les projets tiendront compte du genre, de la redevabilité et de la centralité de la protection. Le document de l'aperçu des besoins humanitaires est en phase de finalisation tandis que celui du plan de réponse humanitaire (PRH) sera finalisé une fois tous les projets postés en ligne.



Bamako, septembre 2018 : Ouverture de l'atelier d'échanges sur le processus de planification humanitaire pour 2019.

Crédit : OCHA

OCHA a sensibilisé plus de 380 personnes sur la coordination civilo-militaire

Au Mali, le contexte opérationnel est fortement militarisé, avec de multiples acteurs armés nationaux, internationaux et non étatiques intervenant dans le pays. Pour préserver l'espace humanitaire, il est essentiel d'améliorer la compréhension de l'action humanitaire par les militaires et autres acteurs armés. A cet effet, OCHA organise régulièrement des séances de formation et d'information sur les principes humanitaires et les moyens d'interactions appropriés à l'intention des acteurs militaires et humanitaires.

De janvier à octobre 2018, OCHA a formé plus de 380 personnes sur la coordination civilo-militaire dont 267 casques bleus et membres de la police de la MINUSMA. Ces formations se sont tenues à Bamako, Gao, Mopti et Tombouctou.



Tombouctou, octobre 2018 : Le Chef du sous-bureau d'OCHA forme un contingent du Burkina Faso nouvellement arrivé au Mali sur les principes qui régissent la protection des civils, l'action humanitaire et l'espace humanitaire. Crédit : OCHA

OCHA est le point focal des Nations Unies pour la coordination civilo-militaire qui vise à assurer la qualité du dialogue et des interactions entre intervenants civils et acteurs armés, primordiale pour la protection des civils et le respect des principes humanitaires.

Je tiens à remercier Open Street Map et OCHA pour cette formation très utile et directement liée à nos activités humanitaires. La participation à ce cours nous permettra de mieux travailler, " a confié M. Karagnara, Chargé de suivi et évaluation de l'ONG Deutsche Welthungerhilfe e. V. à Gao.

Formation en cartographie co-organisée par Open Street Map et OCHA

Du 5 au 9 novembre, 15 partenaires ont participé à une formation en cartographie. Le cours a été organisé par Open Street Map en collaboration avec OCHA pour soutenir les efforts de la communauté humanitaire en gestion de l'information. Les participants ont été sélectionnés dans toutes les régions du Mali et comprenaient des représentants du gouvernement, d'ONG nationales et internationales, de la police et des agences des Nations Unies. Durant cette formation, les participants ont appris à gérer, éditer, analyser les données spatiales et à produire des cartes thématiques et topographiques informatives.

"Le secteur de la gestion de l'information et de la cartographie est dominée par les hommes. Nous sommes engagés à remédier à ce déséquilibre entre les hommes et les femmes." La prochaine formation est prévue en avril 2019.



Bamako, 9 novembre 2018 : La moitié des participants à cette formation était des femmes. L'un des objectifs était d'essayer de promouvoir le rôle des femmes dans la cartographie et la gestion de l'information, a affirmé Mme Araba Coulibaly, organisatrice du cours de l'OSM Mali. Crédit : OCHA

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Ute Kollies, Chef de Bureau, kollies@un.org

Katy Thiam, Chef de l'unité Information Publique et Plaidoyer, thiamk@un.org, Tél. (+223) 75 99 57 61

Ibrahima Koné, Chargé de l'Information Publique, kone65@un.org, Tél. (+223) 75 99 55 81

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur <http://www.unocha.org/mali> | www.unocha.org | www.reliefweb.int